La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Février 2007 : Excédent budgétaire de 4,6 milliards de dollars

Un excédent budgétaire de 4,6 milliards de dollars a été dégagé en février 2007, soit 0,6 milliard de plus que l'excédent de 3,9 milliards enregistré en février 2006. Les revenus budgétaires ont augmenté de 1,8 milliard de dollars (8,6 %), principalement sous l'effet d'une forte croissance des rentrées au titre de l'impôt sur le revenu des sociétés, compensée en partie par une baisse des revenus au titre de la taxe sur les produits et services (TPS) découlant de la réduction de taux entrée en vigueur le 1er juillet 2006. Les charges de programmes ont progressé de 1,2 milliard (8,3 %), en raison de la hausse des paiements de transfert et des charges de fonctionnement des ministères. Les frais de la dette publique sont pour ainsi dire demeurés stables.

D'avril 2006 à février 2007 : Excédent budgétaire de 9,2 milliards de dollars, qui tient compte du coût des propositions du budget de 2007

L'excédent budgétaire estimatif au cours des 11 premiers mois de l'exercice 2006-2007 s'élève à 14,1 milliards de dollars, en hausse par rapport à celui de 13,0 milliards dégagé durant la même période de l'exercice précédent. Les revenus budgétaires ont progressé de 10,4 milliards de dollars (5,2 %), ce qui tient à une forte croissance des revenus tirés de l'impôt sur le revenu. Les charges de programmes ont augmenté de 9,0 milliards (5,7 %) en raison d'une hausse des transferts et des autres charges de programmes. Les frais de la dette publique ont progressé de 0,3 milliard.

Jusqu'à présent, les résultats sont généralement conformes à la prévision d'un excédent définitif de 9,2 milliards de dollars pour 2006-2007 énoncée dans le budget de 2007.

- Les résultats mensuels jusqu'en février ne tiennent pas compte des mesures totalisant 4,9 milliards de dollars qui ont été annoncées dans le budget de 2007 et qui entreront en vigueur en 2006-2007, notamment le nouveau crédit d'impôt pour enfants, l'écoFiducie Canada pour la qualité de l'air et les changements climatiques et la fiducie pour les garanties de délai d'attente pour les patients. Le coût de ces mesures sera pris en compte en mars et lors de la période complémentaire en fin d'exercice. Si ce coût était déduit de l'excédent de 14,1 milliards de dollars dégagé depuis le début de l'exercice, l'excédent s'établirait à 9,2 milliards.
- Les résultats définitifs pour l'exercice 2006-2007 seront fonction des résultats de mars et de la période complémentaire.

Février 2007

Un excédent budgétaire de 4,6 milliards de dollars a été enregistré en février 2007, en hausse par rapport à l'excédent de 3,9 milliards de février 2006.

Les revenus budgétaires ont augmenté de 1,8 milliard de dollars (8,6 %) pour s'établir à 22,8 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de 0,2 milliard de dollars (2,6 %). Cette hausse tient compte d'un rajustement ponctuel effectué en février 2007 qui a entraîné une augmentation des revenus de 0,4 milliard au titre des cotisations d'assurance-emploi et une diminution d'un montant égal et compensateur des rentrées au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers, de sorte qu'aucune incidence nette ne s'est fait sentir sur le solde budgétaire. Le rajustement corrige une

sous-estimation des revenus au titre des cotisations d'assurance-emploi consignés jusqu'à présent en 2006-2007 et une surestimation correspondante des rentrées au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers (les deux représentant des retenues à la source prélevées par l'employeur).

- Les rentrées d'impôt des sociétés ont progressé de 1,2 milliard de dollars (23,7 %), en raison notamment d'un important remboursement effectué en février 2006, qui a réduit les rentrées nettes de ce mois. Les rentrées d'impôt des sociétés peuvent varier d'un mois à l'autre, car des montants importants au titre des remboursements ou des règlements peuvent être consignés au cours de n'importe quel mois. De plus, les cotisations ou nouvelles cotisations, qui peuvent se rapporter à des activités survenues pendant les années antérieures, influeront parfois sur les résultats d'un mois donné.
- Les autres rentrées d'impôt sur le revenu – les retenues au titre de l'impôt des non-résidents – ont augmenté de 12,2 % en raison de la vigueur soutenue des bénéfices des sociétés. Ces rentrées peuvent aussi varier d'un mois à l'autre puisqu'elles sont déterminées en large part par le paiement des dividendes des sociétés.
- Les taxes et droits d'accise ont reculé de 0,5 milliard de dollars. Les rentrées au titre de la TPS ont baissé de 0,7 milliard (24,6 %), sous l'effet de la réduction de 1 point de pourcentage du taux de la TPS qui est entrée en vigueur le 1er juillet 2006 et d'un certain nombre de versements importants effectués par des sociétés en février 2006. Le recul des rentrées de la TPS a été en partie compensé par une solide croissance des droits de douane à l'importation (hausse de 0,1 milliard [48,9 %]).
- Les revenus au titre des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,6 milliard de dollars, hausse qui est en grande partie attribuable au rajustement ponctuel précité de 0,4 milliard.
- Les autres revenus, qui englobent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements et les revenus sur opérations de change, ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (17,6 %).

Les charges de programmes se sont élevées à 15,5 milliards de dollars en février 2007, en hausse de 1,2 milliard (8,3 %) par rapport à février 2006, en raison de l'augmentation des paiements de transfert et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, dont la Défense nationale.

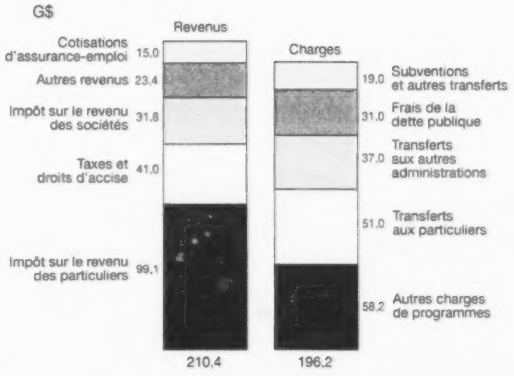
Les paiements de transfert ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (8,3 %).

- Les transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont progressé de 0,4 milliard de dollars (7,9 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 3,8 %. Les prestations d'assurance-emploi ont crû de 4,9 % sous l'effet d'une hausse des prestations régulières. Les prestations pour enfants, qui englobent la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la nouvelle Prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE), se sont accrues de 0,2 milliard en raison des transferts dans le cadre de la PUGE.
- Les transferts aux autres administrations, c'est-à-dire ceux au titre du Transfert canadien en matière de santé et du Transfert canadien en matière de programmes sociaux, les transferts fiscaux, les transferts aux provinces au nom des villes et des collectivités du Canada, les transferts au titre de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants, ainsi que les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (8,7 %).
- Les subventions et autres transferts ont progressé de 0,1 milliard de dollars (8,7 %) en raison de hausses enregistrées par de nombreux ministères.

Les autres charges de programmes se composent des transferts aux sociétés d'État et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, notamment la Défense nationale, de même que de l'évaluation permanente des obligations de l'État. Ces charges ont progressé de 0,4 milliard de dollars (8,1 %).

Les frais de la dette publique ont reculé de 13 millions de dollars (0,5 %).

Revenus et charges
(avril 2006-février 2007)



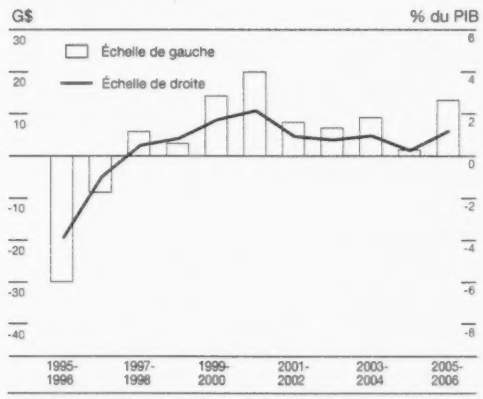
D'avril 2006 à février 2007

L'excédent budgétaire dégagé au cours des 11 premiers mois de l'exercice 2006-2007 s'élève à 14,1 milliards de dollars, soit 1,1 milliard de plus que l'excédent de 13,0 milliards enregistré durant la même période de l'exercice 2005-2006.

Les revenus budgétaires ont progressé de 10,4 milliards de dollars (5,2 %) pour atteindre 210,4 milliards.

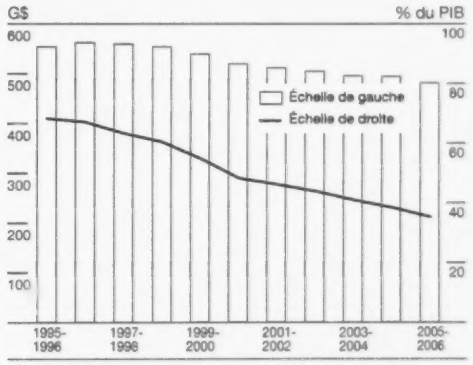
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 6,8 milliards de dollars (7,3 %) sous l'effet de la forte progression de l'emploi, des traitements et des salaires, ainsi que de la progressivité du régime de cet impôt.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont progressé de 4,0 milliards de dollars (14,5 %) en raison de la hausse des bénéfices des sociétés en 2005 et en 2006, en particulier dans le secteur énergétique.
- Les autres revenus provenant de l'impôt sur le revenu ont grimpé de 0,8 milliard de dollars (19,0 %) sous l'effet d'un paiement ponctuel effectué en novembre 2006 relativement à l'aliénation d'éléments d'actif canadiens par une société non résidente.
- Les revenus tirés des taxes et droits d'accise ont fléchi de 2,3 milliards de dollars (5,3 %), principalement en raison d'une baisse de 3,1 milliards des rentrées de la TPS par suite de la réduction du taux de cette dernière en date du 1er juillet 2006. Ce recul a été partiellement compensé par le droit ponctuel sur le remboursement de dépôts douaniers aux termes de l'Accord sur le bois d'œuvre résineux Canada-États-Unis, qui a fait augmenter les revenus au titre des taxes de vente et d'accise de 0,5 milliard en janvier et en février. Les revenus au titre de ces taxes ont également connu une hausse découlant de l'instauration d'un droit à l'exportation vers les États-Unis du bois d'œuvre résineux à compter du 12 octobre 2006, conformément à l'Accord. Pour l'ensemble de l'exercice, ni le droit sur le remboursement des dépôts douaniers ni le droit à l'exportation n'aura une incidence budgétaire nette : les revenus tirés du premier sont transférés à des intérêts américains conformément à l'Accord et ceux du second, après déduction des coûts d'administration de l'Accord, seront transférés aux administrations provinciales. En tout, les revenus au titre des taxes de vente et d'accise ont progressé de 0,6 milliard (6,8 %). Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 0,2 milliard (7,7 %), et une hausse de 10 millions de dollars a été enregistrée pour les revenus perçus au titre du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,6 %, en raison des réductions du taux de cotisation effectuées en 2006 et en 2007, et du transfert à la province de Québec, le 1er janvier 2006, du service des prestations parentales et de maternité dans cette province, ainsi que des cotisations qui s'y rattachent.
- Les autres revenus ont augmenté de 1,2 milliard de dollars (7,0 %).

Solde budgétaire



Sources : Ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : Ministère des Finances et Statistique Canada

Les charges de programmes engagées d'avril 2006 à février 2007 se sont établies à 165,2 milliards de dollars, soit 9,0 milliards (5,7 %) de plus que durant la même période en 2005-2006. Cette hausse est attribuable à l'augmentation à la fois des transferts et des coûts de fonctionnement des ministères et organismes, dont la Défense nationale. Les frais de la dette publique ont progressé de 0,3 milliard.

Les paiements de transfert, qui représentent environ les deux tiers des charges de programmes totales, ont augmenté de 6,0 milliards de dollars (5,9 %).

- Les transferts aux particuliers ont progressé de 5,8 %. Les prestations aux aînés se sont accrues de 4,7 %, tandis que les prestations d'assurance-emploi ont reculé de 2,0 %. La baisse des prestations d'assurance-emploi depuis le début de l'exercice s'explique principalement par la diminution des prestations parentales et de maternité, par suite du transfert à la province de Québec, le 1er janvier 2006, du service de ces prestations dans cette province et des cotisations qui s'y rattachent. Enfin, les prestations pour enfants ont augmenté de 21,2 % en raison des transferts au titre de la nouvelle PUGE, dont le versement a débuté en juillet 2006.
- Les transferts aux autres administrations ont augmenté de 2,5 milliards de dollars (7,4 %), surtout en raison des effets de l'accord de 2004 sur les soins de santé et d'un transfert de 650 millions de dollars aux provinces et aux territoires en juillet 2006 au titre de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants.
- Les subventions et autres transferts ont progressé de 0,6 milliard de dollars (3,4 %) en raison de la hausse de l'aide aux agriculteurs et des transferts à des intérêts américains dans le cadre de l'Accord sur le bois d'œuvre résineux Canada-États-Unis.

Les autres charges de programmes ont augmenté de 3,0 milliards de dollars (5,5 %) à cause de la hausse des coûts de fonctionnement des ministères et organismes ainsi que d'une majoration ponctuelle des obligations estimatives de l'État au titre des régimes de retraite en septembre 2006.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 1,0 %, sous l'effet de la hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Ressources financières de 8,4 milliards de dollars d'avril 2006 à février 2007

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. Par contre, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, en particulier le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins de 5,7 milliards de dollars d'avril 2006 à février 2007, par suite des paiements effectués aux provinces et à des organismes internationaux aux termes du projet de loi C-48. Les besoins ont diminué par rapport à ceux de 7,1 milliards pour la même période en 2005-2006. Cette diminution des besoins tient principalement au transfert des actifs du Régime de pensions du Canada détenus par le gouvernement à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada en 2005-2006.

Considérant un excédent budgétaire de 14,1 milliards de dollars et des besoins de 5,7 milliards au titre des opérations non budgétaires, les 11 premiers mois de 2006-2007 se sont soldés par des ressources financières nettes de 8,4 milliards de dollars, comparativement à des ressources financières nettes de 5,9 milliards au cours de la même période de l'exercice précédent.

Activités nettes de financement en baisse de 17,4 milliards de dollars

Le gouvernement a utilisé ces ressources financières nettes de 8,4 milliards de dollars et une baisse de 9,0 milliards de ses soldes de trésorerie pour réduire de 17,4 milliards sa dette contractée sur les marchés à la fin du mois de février 2007. La réduction a surtout touché les bons du Trésor, les obligations négociables et les emprunts libellés en devises. Le niveau des soldes de trésorerie varie d'un mois à l'autre en fonction de certains facteurs, notamment les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. Les soldes de trésorerie à la fin de février s'élevaient à 8,9 milliards de dollars.

Tableau 1
État sommaire des opérations

	Février		Avril à février	
	2006	2007	2005-2006	2006-2007
	(M$)			
Opérations budgétaires				
Revenus	20 999	22 806	199 936	210 363
Charges				
Charges de programmes	-14 320	-15 502	-156 233	-165 213
Frais de la dette publique	-2 731	-2 718	-30 717	-31 030
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	3 948	4 586	12 986	14 120
Opérations non budgétaires	-2 131	-2 526	-7 060	-5 714
Ressources ou besoins financiers	1 817	2 060	5 926	8 406
Variation nette dans les activités de financement	-498	3 280	-18 983	-17 445
Variation nette dans l'encaisse	1 319	5 340	-13 057	-9 039
Encaisse à la fin de la période			4 099	8 920

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2
Revenus budgétaires

	Février			Avril à février		
	2006	2007	Variation	2005-2006	2006-2007	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	8 422	8 638	2,6	92 294	99 073	7,3
Impôt sur le revenu des sociétés	5 226	6 466	23,7	27 799	31 827	14,5
Autres impôts sur le revenu	411	461	12,2	4 321	5 142	19,0
Total des impôts sur le revenu	14 059	15 565	10,7	124 414	136 042	9,3
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 831	2 134	-24,6	31 333	28 185	-10,0
Droits de douane à l'importation	237	353	48,9	3 073	3 310	7,7
Taxes de vente et d'accise	643	707	10,0	8 626	9 212	6,8
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	37	31	-16,2	316	326	3,2
Total des taxes et droits d'accise	3 748	3 225	-14,0	43 348	41 033	-5,3
Total des revenus fiscaux	17 807	18 790	5,5	167 762	177 075	5,6
Cotisations d'assurance-emploi	1 710	2 273	32,9	15 091	15 007	-0,6
Autres revenus	1 482	1 743	17,6	17 083	18 281	7,0
Total des revenus budgétaires	20 999	22 806	8,6	199 936	210 363	5,2

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges budgétaires

	Février			Avril à février		
	2006	2007	Variation	2005-2006	2006-2007	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 496	2 591	3,8	26 680	27 926	4,7
Prestations d'assurance-emploi	1 355	1 421	4,9	13 069	12 809	-2,0
Prestations pour enfants	758	962	26,9	8 469	10 265	21,2
Total	4 609	4 974	7,9	48 218	51 000	5,8
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	1 584	1 679	6,0	17 417	18 462	6,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	686	709	3,4	7 540	7 792	3,3
Total	2 270	2 388	5,2	24 957	26 254	5,2
Transferts fiscaux	1 044	1 126	7,9	11 641	12 249	5,2
Villes et collectivités du Canada	0	31	s.o.	575	579	0,7
Apprentissage et garde des jeunes enfants	0	0	s.o.	0	650	s.o.
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-261	-226	-13,4	-2 722	-2 734	0,4
Total	3 053	3 319	8,7	34 451	36 998	7,4
Subventions et autres transferts						
Agriculture et Agroalimentaire	107	159	48,6	2 038	2 416	18,5
Affaires étrangères et Commerce international	247	289	17,0	2 184	2 699	23,6
Santé	106	131	23,6	1 633	1 734	6,2
Ressources humaines et Développement social	140	126	-10,0	1 748	1 509	-13,7
Affaires indiennes et du Nord	277	317	14,4	4 263	4 246	-0,4
Industrie	168	194	15,5	1 778	1 859	4,6
Autres	581	552	-5,0	4 704	4 508	-4,2
Total	1 626	1 768	8,7	18 348	18 971	3,4
Total des paiements de transfert	9 288	10 061	8,3	101 017	106 969	5,9
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	70	72	2,9	1 098	1 114	1,5
Société canadienne d'hypothèques et de logement	150	177	18,0	1 857	1 892	1,9
Autres	311	223	-28,3	3 072	3 095	0,7
Total	531	472	-11,1	6 027	6 101	1,2
Défense	1 223	1 345	10,0	13 557	14 394	6,2
Tous les autres ministères et organismes	3 278	3 624	10,6	35 632	37 749	5,9
Total des autres charges de programmes	5 032	5 441	8,1	55 216	58 244	5,5
Total des charges de programmes	14 320	15 502	8,3	156 233	165 213	5,7
Frais de la dette publique	2 731	2 718	-0,5	30 717	31 030	1,0
Total des charges budgétaires	17 051	18 220	6,9	186 950	196 243	5,0

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Février		Avril à février	
	2006	2007	2005-2006	2006-2007
			(M$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	3 948	4 586	12 986	14 120
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-293	-447	-2 108	-2 196
Autres activités d'investissement	-627	-2	-2 655	-976
Comptes de pension et autres comptes	-260	612	-363	4 309
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	-1 164	-2 996	-7 293	-9 340
Opérations de change	14	-22	2 611	-304
Amortissement des immobilisations corporelles	199	329	2 748	2 793
Total des autres activités	-951	-2 689	-1 934	-6 851
Total des opérations non budgétaires	-2 131	-2 526	-7 060	-5 714
Ressources ou besoins financiers nets	1 817	2 060	5 926	8 406

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Février		Avril à février	
	2006	2007	2005-2006	2006-2007
			(M$)	
Ressources ou besoins financiers nets	1 817	2 060	5 926	8 406
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	2 245	-1 253	-5 526	-4 221
Bons du Trésor	-2 100	5 000	-7 300	-7 600
Obligations d'épargne du Canada	-138	-132	-1 609	-2 083
Autres	0	-13	-223	-1 173
Total	7	3 602	-14 658	-15 077
Emprunts en devises	-361	-287	-3 920	-3 718
Total	-354	3 315	-18 578	-18 795
Réévaluation de swaps de devises	-1	43	-71	1 474
Escomptes non amortis des émissions obligataires	-147	-75	-399	-46
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	4	-3	65	-78
Variation nette dans les activités de financement	-498	3 280	-18 983	-17 445
Variation dans l'encaisse	1 319	5 340	-13 057	-9 039

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2006	28 février 2007	Variation
		(MS)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	101 432	98 049	-3 383
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	261 134	256 913	-4 221
Bons du Trésor	131 597	123 997	-7 600
Obligations d'épargne du Canada	17 342	15 259	-2 083
Autres	3 102	1 929	-1 173
Total partiel	413 175	398 098	-15 077
Payable en devises	14 085	10 367	-3 718
Compte de réévaluation de swaps de devises	-2 258	-784	1 474
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-6 780	-6 826	-46
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2 927	2 849	-78
Total de la dette non échue	421 149	403 704	-17 445
Comptes de pension et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	131 062	134 193	3 131
Autres avantages futurs des employés et anciens combattants	43 369	44 854	1 485
Autres comptes de pension et autres comptes	5 493	5 186	-307
Total des comptes de pension et autres comptes	179 924	184 233	4 309
Total de la dette portant intérêt	601 073	587 937	-13 136
Total du passif	702 505	685 986	-16 519
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	82 843	79 761	-3 082
Comptes d'opérations de change	40 827	41 131	304
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	41 889	42 865	976
Total des actifs financiers	165 559	163 757	-1 802
Dette nette	536 946	522 229	-14 717
Actifs non financiers	55 447	54 850	-597
Dette fédérale (déficit accumulé)	481 499	467 379	-14 120

Pour toute demande dexemplaire s supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au 613-995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Chris Forbes au 613-995-6391.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Avril 2007